

Pont sur Sambre Power

Lieu-dit Le rayage du Milieu
Route de Pantegnies
59138 Pont-sur-Sambre

Toul Power

Pôle Industriel Toul Europe
Secteur A
875, rue de l'Escadrille des Cigognes
54200 Toul

Antonio Haya
Président

CRE
15 rue Pasquier
75008 Paris

Pont-sur-Sambre, jeudi 15 septembre 2016

Nos Réfs. : PSS/L/LT/2016-027
Objet : **Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 27 juillet 2016 sur le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TIGF**
Réfs. : Réponse non confidentielle transmise à la CRE à l'adresse : dr.cp7@cre.fr

Madame, Monsieur,

Vous voudrez bien trouver, ci-après, notre contribution à la consultation publique organisée par la CRE sur le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel (dit « ATRT6 »).

Opérateurs de deux centrales à cycle combiné gaz (CCCG) nouvellement construites en France (situées à Pont-sur Sambre et à Toul), nous avons obtenu le 30 mars dernier une autorisation de fourniture permettant à la société Pont-sur-Sambre Power SAS d'exercer l'activité de fourniture de gaz naturel.

Soucieux de pouvoir faire fonctionner nos centrales dans des conditions économiques optimales, en particulier en ce qui concerne l'acheminement du gaz qu'elles utilisent, nous avons répondu à la précédente consultation organisée par la CRE sur le sujet en février-mars dernier. Nous nous inquiétons en particulier que le sujet de l'interruptibilité ne soit pas traité dans la consultation, et que la hausse très forte des tarifs sur le réseau aval ne continue, conséquence des investissements élevés réalisés ou encore à réaliser dans la perspective de la fusion des zones en 2018, alors que la consommation de gaz ne cesse de baisser : les tarifs de GRTgaz sur son réseau aval ont augmenté de 31% pendant la dernière période de l'ATRT5.

Si nous notons avec satisfaction dans la présente consultation la proposition de la CRE de ne faire évoluer les termes du réseau principal que de l'inflation sur la période du tarif ATRT6, après une baisse au 1er avril 2017, nos craintes concernant le sujet de l'interruptibilité restent entières.

En effet, la CRE indique que *« les décrets prévus par l'article 158 de la LTECV n'étant pas finalisés et publiés, elle n'a pas pris en compte les coûts du dispositif dans le présent document de consultation », et qu'ainsi, « en l'absence des textes d'application de la LTECV, elle n'est pas en mesure de consulter sur une refonte des offres d'interruptibilité du GRT. La CRE envisage de reconduire à l'identique les mécanismes d'interruptibilité existants dans l'ATRT5 ».*

Pont sur Sambre Power

Lieu-dit Le rayage du Milieu
Route de Pantegnies
59138 Pont-sur-Sambre

Toul Power

Pôle Industriel Toul Europe
Secteur A
875, rue de l'Escadrille des Cigognes
54200 Toul

Ceci concerne en particulier l'offre interruptible à préavis court (IAPC) de GRTgaz, dont sont exclues les installations situées à plus de 50 km des points d'entrée, à part les sites localisés en zone Sud depuis le 1^{er} avril 2015. Ainsi, à l'heure actuelle, notre centrale de Toul, contrairement à la plupart des CCCG installées en France, ne peut pas bénéficier de l'offre IAPC, du fait de son positionnement à un peu plus de 100 km du point d'entrée à Obergailbach, au lieu des 50 km maximum « à vol d'oiseau » requis.

Cette centrale n'en constitue pas moins un important actif de consommation potentiellement interruptible pour faire face à des congestions pouvant affecter le réseau de GRTgaz, qui, malgré les investissements consentis dans la perspective de la création de la place de marché unique, subsisteront certainement à l'avenir.

La centrale de Toul se retrouve ainsi être pratiquement la seule en France à ne pas pouvoir bénéficier de l'offre IAPC. Ceci la met en situation de désavantage compétitif très fort, devant supporter des surcoûts de près de 2M€ par rapport aux autres CCCG pour l'acheminement du gaz, ce qui met en risque sa pérennité.

Si la référence à une distance de 50 km par rapport aux points d'entrée a pu être utilisée pour structurer la localisation des centrales pendant la phase de construction du parc de CCGT en France, cette notion n'est plus pertinente à présent pour déterminer l'apport d'un site interruptible de consommation à la résolution des congestions du réseau. Le meilleur exemple en est l'extension de l'offre IAPC accordée à compter du 1^{er} avril 2015 aux centrales situées en zone sud, sans référence à la distance par rapport aux points d'entrée sur le réseau.

Si nous comprenons les difficultés de la CRE à envisager une refonte en profondeur des offres d'interruptibilité dans le contexte législatif actuel, il nous paraît essentiel qu'il soit cependant **mis fin à la situation discriminatoire dont fait l'objet en particulier notre centrale de Toul, en supprimant dans l'ATRT6 la condition de distance par rapport aux points d'entrées du réseau pour pouvoir bénéficier de l'offre IAPC. A défaut, le régime transitoire dont bénéficient depuis le 1^{er} avril 2015 les sites fortement modulés localisés en zone Sud, sans condition de distance, devrait être étendu à tous les sites fortement modulés de la zone Nord ne bénéficiant pas à ce jour de l'offre IAPC.**

Vous trouverez ci-dessous nos réponses détaillées aux questions de la consultation.

Qui sommes-nous ?

Pont-sur-Sambre Power SAS est le propriétaire et l'opérateur de la centrale à cycle combiné de 412 MW de capacité installée située à Pont-sur-Sambre, à proximité de la ville de Maubeuge. Cette centrale est en service depuis septembre 2009.

Toul Power SAS est le propriétaire et l'opérateur de la centrale à cycle combiné de 413 MW de capacité installée située dans la zone industrielle « Croix de Metz », à proximité de la ville de Toul. Cette centrale est en service depuis décembre 2012.

Pont sur Sambre Power

Lieu-dit Le rayage du Milieu
Route de Pantegnies
59138 Pont-sur-Sambre

Toul Power

Pôle Industriel Toul Europe
Secteur A
875, rue de l'Escadrille des Cigognes
54200 Toul

Réponse aux questions :

Question 1 : Etes-vous favorable au calendrier d'évolution tarifaire lors de la création de la place de marché unique, tel qu'envisagé par la CRE ?

Nous y sommes favorables.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel (d'avril à avril) et à la définition, dès la délibération ATRT6, des règles d'évolution des termes tarifaires aux PIR pour toute la durée du tarif ?

Nous y sommes favorables.

Question 3 : Etes-vous favorable au nouveau mécanisme d'incitation à la création de capacités aux interconnexions envisagé par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable au mode de détermination de la prime ex ante sur la base d'une analyse coûts / bénéfices ? En particulier, êtes-vous favorable à une révision de la prime ex post sur la base du niveau effectif de souscription ?

Nous y sommes favorables.

Question 4 : Etes-vous favorable au renforcement du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts des grands projets tel qu'envisagé par la CRE ? Etes-vous favorable aux seuils et niveaux proposés par la CRE ?

Nous y sommes favorables.

Question 5 : Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par les GRT ?

Tout à fait.

Question 6 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?

RAS

Question 7 : Etes-vous favorable à la suppression des 9 indicateurs de qualité de service proposée par la CRE ?

OK.

Question 8 : Etes-vous favorable à l'évolution, pour TIGF, du calcul de l'indicateur portant sur la qualité des quantités intra-journalières télé-relevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises en cours de journée, afin de l'harmoniser avec celui de GRTgaz ?

Nous ne sommes pas actifs en zone TIGF, mais sommes favorable à cette évolution.

Question 9 : Etes-vous favorable à l'incitation financière de la disponibilité des cinq informations les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs sur les portails publics des GRT ?

Nous y sommes favorables.

Question 10 : Etes-vous favorable au suivi détaillé par point, pour les PIR et les PITS, de l'indicateur de disponibilité des capacités fermes, sans qu'il soit incité financièrement ?

Nous sommes favorables au suivi détaillé des disponibilités en capacités fermes, mais préférons qu'il soit accompagné d'une incitation financière.

Question 11 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les postes couverts au CRCP à 100 % ?

OK.

Question 12 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes couverts au CRCP à 80 % ?

OK.

Question 13 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes non couverts au CRCP ?

OK.

Question 14 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à l'efficacité sur les charges nettes d'exploitation des GRT, selon lequel les opérateurs conservent les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

Nous y sommes favorables.

Question 15: Que pensez-vous du projet GRTgaz 2020 présenté par GRTgaz ?

Nous pensons que GRTgaz devrait se focaliser en priorité sur la diminution des coûts d'acheminement, à volumes décroissants (objectif PPE de baisse de la consommation de gaz naturel de 16 % en 2023 par rapport à 2012). Les activités périphériques (R&D, lobbying à Bruxelles etc.) ne semblent pas

essentielles. La baisse de 24 M€ par an en moyenne sur le projet GRTgaz 2020 suggérée par le consultant (voir 4.4.3.1) semble donc appropriée.

Question 16 : Que pensez-vous du programme de R&I présenté par TIGF ?

Même commentaire que ci-dessus.

Question 17 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur le CMPC de GRTgaz et TIGF ?

Une baisse de 6,50% à une fourchette située entre 4,75% et 5,50% (réel, avant impôts) semble le strict minimum, au vu du niveau actuel des taux d'intérêt.

Question 18 : Que pensez-vous des trajectoires d'investissements présentées par les GRT et de l'analyse préliminaire de la CRE ?

Dans le contexte d'une baisse de la consommation de gaz, maintenir des charges de capital normatives (CCN) au dessus de 1 milliard d'euros par an pour GRTgaz ne semble pas raisonnable. Nous sommes donc favorables à ne pas retenir dans la trajectoire prévisionnelle d'investissement utilisée pour établir le tarif ATRT6 les grands projets probabilisés chez GRTgaz.

Question 19 : Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les charges d'énergie ?

Tout à fait.

Question 20 : Que pensez-vous des fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

La fourchette basse devrait être l'objectif, en réduisant en particulier le projet GRTgaz 2020.

Question 21 : Etes-vous favorable au maintien de tarifs non-péréqués sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ?

Tout à fait.

Question 22 : Etes-vous favorable au rééquilibrage progressif entre les coûts et les recettes sur le réseau principal et le réseau régional, de manière à atteindre l'équilibre en fin de période ATRT6 ?

Nous y sommes favorables, avec la clarification qu'il s'agit d'un rééquilibrage entre réseau principal et réseau régional (et non réseau amont vs. aval).

Question 23 : Etes-vous favorable à une hausse du terme de sortie PIR Pirineos, au moment de la création de la place de marché unique et de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?

Nous y sommes favorables.

Question 24 : Partagez-vous la proposition de maintenir l'équilibre actuel entre les tarifs unitaires pour le transit et pour le transport domestique ?

Tout à fait.

Question 25 : Etes-vous favorable à un rééquilibrage des coûts unitaires des deux principales routes de transit (France-Espagne et France-Italie) au moment de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?

Nous y sommes favorables.

Question 26 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un reversement inter-opérateur, tel qu'envisagé par la CRE ?

Nous y sommes favorables, si ce versement est bien identifié et correspond uniquement à la rétrocession à GRTgaz du report du terme de liaison Nord-Sud sur le terme de sortie à Pirineos (TIGF).

Question 27 : Etes-vous favorable à une baisse des termes du réseau principal la première année du tarif ATRT6, suivie par une évolution à l'inflation ?

Nous y sommes favorables.

Question 28 : Etes-vous favorable au maintien du traitement tarifaire actuel des PITTM ?

Nous y sommes favorables, si l'évolution de la tarification du réseau principal est bien appliquée (voir question ci-dessus).

Question 29 : Etes-vous favorable à l'égénéralisation des termes tarifaires au PITS de TIGF et de GRTgaz, à l'exception de Nord-Atlantique et Sud-Atlantique ?

Nous y sommes favorables.

Question 30 : Avez-vous d'autres commentaires à formuler concernant l'évolution des termes tarifaires sur les réseaux de transport de gaz de GRTgaz et de TIGF ?

RAS, tant que la question de la refonte de l'interruptibilité n'est pas envisagée.

Question 31 : Etes-vous favorable à l'instauration d'un NTR maximal sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ? Etes-vous favorable à une limitation à 8 du NTR sur les réseaux de transport régionaux de GRTgaz et de TIGF ?

OK s'il n'y a véritablement pas de répercussion sur les termes tarifaires autres que le terme de capacité régional (TCR).

Question 32 : Avez-vous des remarques concernant les mécanismes d'interruptibilité envisagés par le tarif ATRT6 ?

Comme indiqué en introduction, nous considérons que le traitement discriminatoire introduit par l'offre IAPC de GRTgaz devrait être éliminé dans le tarif ATRT6, ***en supprimant la condition de distance par rapport aux points d'entrées du réseau. A défaut, le régime transitoire dont bénéficient depuis le 1^{er} avril 2015 les sites fortement modulés localisés en zone Sud, sans condition de distance, devrait être étendu à tous les sites fortement modulés de la zone Nord ne bénéficiant pas à ce jour de l'offre IAPC.***

Question 33 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la tarification 100 % à la capacité ?

Nous y sommes favorables.

Question 34 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la modulation mensuelle des termes de capacités mensuelles de livraison et d'acheminement sur le réseau régional ?

Nous y sommes favorables.

Question 35 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les conditions de mise en œuvre d'une remise développement plafonnée à 50 % ?

La proposition des GRT est de nature à favoriser les raccordements au réseau de transport et les augmentations de souscriptions des clients existants. Mais la baisse *certaine* des recettes de raccordement générées par chaque nouveau projet serait à mettre en regard de *possibles* recettes d'acheminement additionnelles, liées à l'augmentation des capacités souscrites.

Vu les difficultés des consommateurs de gaz, il ne semble pas raisonnable de faire un pari sur la survie à long terme de tous les nouveaux utilisateurs de gaz. La proposition de la CRE (dispositif qui serait limité à 50% des coûts du raccordement et à 10 ans de recettes d'acheminement attendues) paraît déjà excessive – un horizon maximum de 5 ans serait plus réaliste.

Question 36 : Avez-vous des remarques concernant les réflexions menées par les GRT pour améliorer la flexibilité de leur offre amont ?

Il est regrettable que GRTgaz n'ait pas avancé sur les propositions de la CRE de création en particulier de capacités fermes dans le sens France vers Allemagne, et par contre se soit lancé dans l'étude de l'offre « Twin Capa », permettant aux expéditeurs détenant des souscriptions pluriannuelles sur un point d'entrée de souscrire un autre point d'entrée, *à un tarif préférentiel*. Nous sommes donc OK avec la position de la CRE gelant toutes ces évolutions au 1^{er} avril 2017.

Pont sur Sambre Power

Lieu-dit Le rayage du Milieu
Route de Pantegnies
59138 Pont-sur-Sambre

Toul Power

Pôle Industriel Toul Europe
Secteur A
875, rue de l'Escadrille des Cigognes
54200 Toul

Question 37 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les demandes spécifiques d'EDF et Dunkerque LNG ?

OK.

Question 38 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la demande spécifique d'Engie ?

OK.

Question 39 : Etes-vous favorable à la création de produits de N jours consécutifs, avec un minimum de 10 jours, aux PITTM ?

RAS. Nous ne sommes pas utilisateurs des terminaux méthaniers.

Question 40 : Etes-vous favorable à ce que les cessions de capacités aux PITTM soient autorisées sur tous les terminaux méthaniers français ?

RAS. Nous ne sommes pas utilisateurs des terminaux méthaniers.

Question 41 : Etes-vous favorable à ce que les acteurs ayant de faibles réservations en service continu dans les terminaux régulés ne se voient plus allouer de bandeau annuel de capacités ?

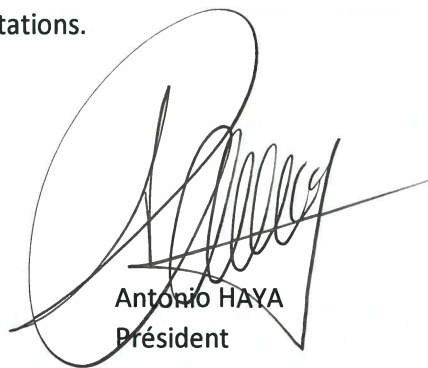
RAS. Nous ne sommes pas utilisateurs des terminaux méthaniers.

Question 42 : Etes-vous favorable à ce que les dépassements de capacité soient facturés au prix de 1/365ème du prix de la souscription annuelle ?

RAS. Nous ne sommes pas utilisateurs des terminaux méthaniers.

Je vous souhaite bonne réception de nos réponses.

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.



Antonio HAYA
Président